

cent quatre-vingt-dix.

Signé, Des Rouaudières, président; Millet; Brulley;
Le Grand; Lambert, secrétaire.

Serault

Signé, Des Rouaudières, président; Millet; Brulley;

Le Grand; Lambert, secrétaire.

Serault

Signé, Des Rouaudières, président; Millet; Brulley;

Signé, Des Rouaudières, président; Millet; Millet; Brulle

Au Port-au-Prince, de l'Imprimerie royale.



CONT



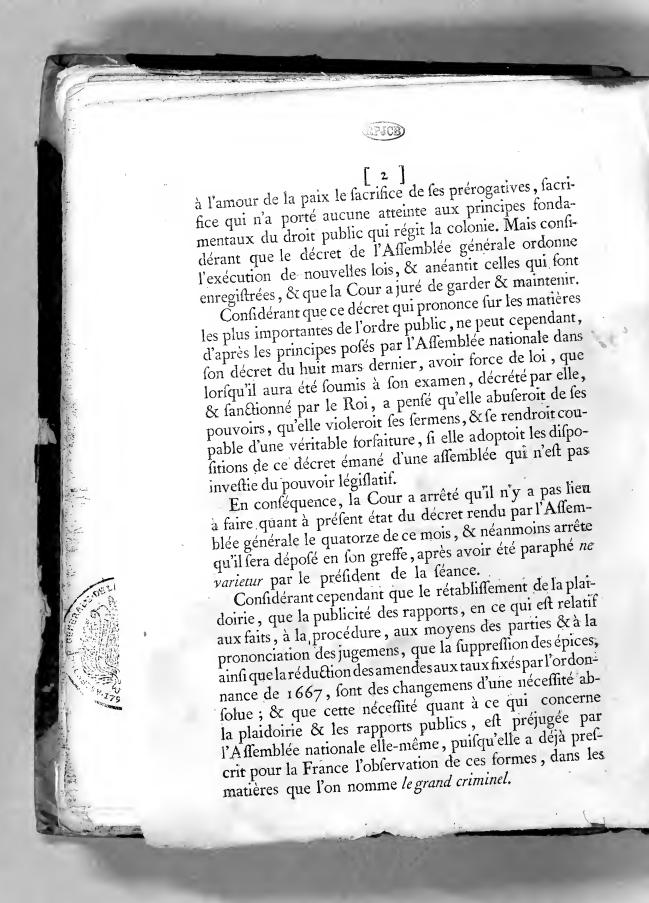
ARRÊTÉ

DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE SAINT-DOMINGUE.

Extrait des registres du Conseil supérieur de Saint-Domingue.

AUJOURD'HUI vingt-un mai mil sept cent quatrevingt-dix. La Cour assemblée en la manière accoutumée, par suite de son arrêté du jour d'hier, & délibérant sur le décret de l'Assemblée générale du 14 de ce mois, après avoir entendu les gens du Roi, & eux retirés.

Considérant, que si dans les circonstances critiques où elle se trouve, elle s'est écartée des sormes qu'elle avoit jusque-là constamment observées, pour se prêter à ce que l'Assemblée générale a exigé d'elle, elle ne s'y est déterminée que parce qu'alors il n'étoit question que de saire



T 3 1

Considérant que ces changemens ont été vivement demandés par la Cour dans les représentations qu'elle a adressées au Roi, au sujet de la réunion des Conseils, & des lois dont elle a été la cause, & qu'elle a par conséquent prévenu sur ces objets importans les réclamations que la colonie fait entendre en ce moment de toutes parts, unanimité qui sollicite bien puissamment l'approbation de l'Assemblée nationale & la sanction de Sa Majesté; a pensé qu'elle devoit seconder aujourd'hui autant qu'il est en elle ce vœu public des citoyens de tous les ordres.

En conséquence la Cour a arrêté que l'Assemblée nationale ainsi que Sa Majesté, sont très-humblement suppliées: 1°. de vouloir bien se faire représenter les remontrances que la Cour a adressées au Roi, tant sur la réunion des Conseils, que sur les lois de 1787, & de peser dans leur sagesse les

abus multipliés qui en résultent.

2°. De prendre en confidération les changemens énoncés dans le décret de l'Assemblée générale, & d'adopter ceux qui seront les plus propres à faire jouir la Colonie des fruits de l'heureuse régénération qui s'opère en France.

Et en attendant que l'Assemblée nationale puisse étendre à la Colonie les réformes salutaires dont elle s'occupe pour l'ordre judiciaire, a arrêté qu'elle sera en outre très-humblement suppliée, ainsi que le Roi, de décréter & de sanctionner provisoirement : 1°. le rétablissement de la plaidoirie; 2°. la publicité des rapports tant en matière civile que criminelle; 3°. la suppression des épices, & 4°. ensin, la réduction des amendes aux taux fixés par l'ordonnance de 1667.

Ordonne que le présent arrêté sera imprimé & envoyé dans toutes les sénéchaussées & amirautés de son ressort,

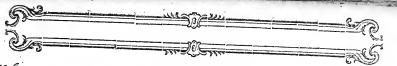
[4] à la diligence du procureur général du Roi, & distribué

Arrête enfin qu'expédition d'icelui, ainsi que du décret par-tout ou besoin sera. de l'Assemblée générale, seront adressées à l'Assemblée nationale & au Roi par la voie du ministre ayant le département des colonies.

FAIT au Port-au-Prince, en conseil, les jour & an que dessus. Signé, PROISY, COUSTARD, DELAMARDELLE DE GRANDMAISON, BOURON, POURCHERESSE DE VER-TIÈRES, DE CONIGLIANO, CHAMBELLAN, PIEMONT, REYNAUD DE SAINT-HILAIRE, TRIGANT DE BRAU, & DE BRACHET.

Collationné, BONVALLET, greffier en chef.

Au Port-au-Prince, chez Bourdon, Imprimeur du Roi & du Conseil supérieur de Saint - Domingue. 1790.



No.313.33

E REGIS \mathbf{T}

DÉLIBÉRATIONS DES

De la Paroisse de la Croix - des - Bouquets, Partie de l'Ouest de Saint-Domingue.

A UJOUR D'HUI Dimanche vingt-trois du mois de Mai mil sept cent quatrevingt-dix, à l'iffue de la grande Messe.

La Paroisse de la Croix-des-Bouquets, légalement convoquée & assemblée, après avoir nommé, par la voie du scrutin, M. Hamon de Vaujoveux, l'un de ses Membres, pour la présider, a pris secture de l'adresse de l'Assemblée Générale de la partie Française de Saint-Domingue à ses constituans, du dixhuit du présent mois ; elle a entendu les observations sages & judicieuses de plusieurs de ses Membres, sur les prétentions & la conduite de cette même Affemblée : elle ne peut se dissimuler que la majeure partie des Membres de l'Assemblée Générale s'est écartée des vrais principes qui doivent servir de base à la restauration de cette Colonie, l'une des plus importantes portions de l'empire Français.

Elle éprouve néanmoins une sensible consolation dans les généreux efforts d'un grand nombre de Députés des trois Provinces à la même Assemblée, & dans les sentimens que ses Députés particuliers ont constamment maniscriés de leur inviolable attachement pour la Nation Française, pour sa nouvelle constitution & pour l'auguste Monarque qui est tout à la fois le restaurateur de la liberté, le premier, le plus vertueux Citoyen de l'Empire Français, & le

Prenant en considération le Décret National du huit Mars dernier, accueilli dans toute la partie Française de Saint-Domingue comme un monument éternel de l'équité de l'Assemblé Nationale; l'Assemblée Paroissiale reconnoit:

- 1°. Qu'il est de toute justice que ledit Décret soit adopté en son entier pour fervir de base à la régénération de la partie Française de Saint-Domingue, & aux travaux de ses Représentans.
- 2°. Que l'Assemblée Nationale, composée des Représentans de toutes les partie de l'Empire Français, réunit en elle seule le pouvoir législatif.
- 30. Que suivant les principes de la constitution Française, le pouvoir exécutif des lois, qui sont les volontés de la Nation, réside en la seule personne du Roi, pour être manifesté en son nom, par lui ou par ses Représentans.



